

## JEUDI 6 MARS 2014

- = Il n'y a toujours pas de reprise économique aux Etats-Unis ! p.1
- = Records battus et économie cassée p.3
- = QUAND LE TOUT DERNIER RESSORT N'AMORTIRA PLUS LE CHOC p.5
- = Avec Bill Viola, résistons au déferlement des images de la télévision, des clips, de YouTube et des blockbusters p.6
- = « La France humiliée, la France ruinée, et la France bientôt sanctionnée ! » p.8
- = Cette guerre froide n'est pas idéologique p.14
- = Après la Crimée, voici venir la bataille du rouble p.16
- = Problèmes russes... p.19
- = STAGNATION SÉCULAIRE DU CAPITALISME ASSISTÉ ? p.20
- = La dette publique "nationalise" la monnaie p.23
- = Cette guerre que (presque) tout le monde attend p.24
- = Pourquoi l'écoute globale de la NSA pousse à la guerre p.26
- = La Chine augmente son budget militaire de 12,2% en 2014 mais tout est relatif ! p.28
- = France et Moyen-Orient p.29
- = Course aux énergies propres entre la Chine les USA p.36
- = Une France à la dérive vers le sud de l'Europe p.38
- = Le propriétaire de Bureau en Gros veut fermer 225 magasins p.40
- = Richelieu: le milliard silencieux p.40
- = Wajam lance une app permettant d'accéder à la programmation américaine de Netflix p.42
- = Tablettes : Android détrône iOS p.43
- = Draghi (BCE): impact "grave" de la crise en Ukraine sur l'économie russe p.44



## Il n'y a toujours pas de reprise économique aux Etats-Unis !

Philippe Herlin Publié le 6 mars 2014

Nous l'avons déjà dit mais nous allons le répéter : IL N'Y A PAS DE REPRISE DE L'ECONOMIE AMERICAINE ! Voilà. La "reprise", on nous l'avait pourtant bien vendue ces derniers mois, les médias faisaient tourner l'information en boucle, plus personne ne devait en douter. Les chiffres trimestriels de la croissance semblaient le confirmer : en effet, sur deux trimestres de suite, les troisième et quatrième trimestres 2013, le PIB des Etats-Unis avait affiché une croissance supérieure à 3%, victoire !

Malheureusement le chiffre du quatrième trimestre n'était qu'une prévision et il a été revu en baisse, plutôt sèchement puisque l'on passe de 3,2% à 2,4%. Cependant, comme on pouvait s'y attendre, cette révision a fait quelques lignes dans les médias et a vite été effacé par le flot de l'actualité. Il est

pourtant important de le signaler, être bien informé commence par ne pas se limiter aux gros titres de la presse.

Dans le passé, par deux fois, on a pu noter deux trimestres de suite à plus de 3% (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2010, 4<sup>e</sup> trimestre 2011 et 1<sup>er</sup> trimestre 2012), faisant naître l'espoir d'une reprise, mais à chaque fois la tendance s'est essoufflée. A chaque fois les médias nous ont vendu la sortie de crise !

On nous fait le coup depuis mars 2009, date à laquelle les cours des actions à Wall Street ont commencé à se redresser après la grande glissade déclenchée le 15 septembre 2008 par la faillite de Lehman Brothers. Et pourquoi les cours boursiers ont-ils commencé à remonter en mars 2009 (cela fait exactement 5 ans aujourd'hui) ? Parce que le plus dur de la crise était derrière nous et que les perspectives devenaient plus encourageantes, comme on nous l'expliquait à l'époque ? Pas du tout. C'est pour une raison bien simple : à cette date la Fed a commencé son premier plan de Quantitative easing (QE).

Depuis mars 2009 le QE soutient les bonnes performances de Wall Street. A chaque fois que le QE s'arrête, ou simplement diminue comme en ce moment, la bourse flanche ou devient indécise. Cela démontre qu'il n'existe pas de véritable reprise économique endogène, auto-entretenu (investissements-profits-salaires), mais seulement des bulles sur un certain nombre d'actifs (actions, obligations notamment) et qui créent un effet richesse artificiel chez leurs détenteurs.



**Philippe Herlin** Chercheur en finance

Chercheur en finance et docteur en économie du Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris. Adeptes des penseurs du risque extrême comme Benoît Mandelbrot et Nassim Taleb, ainsi que de l'école autrichienne, il apporte son regard sur la crise actuelle, celle de la zone euro, des dettes publiques, du système bancaire. Auteur d'un livre de référence sur l'or (*L'or un placement d'avenir*, Eyrolles), il souhaite lui voir jouer un rôle croissant dans nos économies, jusqu'à sa remonétisation pleine et entière.

Il faut voir les choses de l'autre côté : malgré un QE de 65 milliards de dollars par mois et un déficit budgétaire important (de plus de 4% du PIB), la croissance dépasse péniblement les 2%... Sachant que la population américaine augmente au rythme de 1% par an, cela correspond à une croissance réelle de 1%. A condition que les chiffres soient vrais mais c'est un autre problème (l'inflation est sous-estimée, si on lui rajoute ne serait-ce que 2% on passe en croissance zéro car celle-ci est calculée en soustrayant l'augmentation nominale du PIB de la hausse des prix). Bref, la situation n'est pas encourageante. Pendant ce temps là, ce qui progresse de façon

certaine par contre, ce sont les dettes et les risques.

## Records battus et économie cassée

06 mar 2014 | [Bill Bonner](#) La Chronique Agora

▪ Eh bien ! Paix sur terre aux hommes de bonne volonté, ont annoncé les médias.

Les marchés ont fêté ça en reprenant du terrain, pendant que l'or retournait se cacher.

Nous aurions pensé que tous les actionnaires potentiels avaient déjà placé leurs ordres. D'où vient l'argent qui a fait grimper les indices ?

Il a été emprunté. C'est un autre record qui a été battu dernièrement — la dette de marge. Jamais encore autant d'argent n'avait été emprunté spécifiquement pour acheter des actions. En tant que ratio du PIB, la dette de marge n'a vu de tels sommets qu'à deux reprises ces dernières années — en 2000 et en 2007. En dollars, la dette de marge totale atteignait les 481 milliards de dollars à la fin janvier, 20% de plus qu'au sommet de 2007... et soit près de 3% du PIB américain.

De temps en temps, des records sont battus — mais jamais sans douleur. Dans le cas des exploits sportifs, c'est au moment de l'effort que viennent les larmes. Après un sommet du S&P 500, en revanche, il peut falloir du temps.

Tant de records sont battus dans le secteur des hautes technologies qu'on dirait qu'un camion est entré en collision avec un magasin de médailles. Facebook a mis la barre très haut avec sa propre introduction en bourse puis avec son rachat de WhatsApp. Qui aurait pu croire qu'une application gratuite — utilisée par les jeunes pour s'envoyer des messages insipides — pourrait valoir 19 milliards de dollars ?

A présent, tout semble possible. Peut-être que les arbres poussent vraiment jusqu'au ciel. Peut-être y a-t-il des médailles sans revers. Peut-être que des valeurs biotechs dont le PER atteint 700 sont encore bon marché. Et peut-être... oui, peut-être... que Janet Yellen sait ce qu'elle fait.

▪ **Les cours d'accord... mais *quid* des bénéfices ?**

Les bénéfices des entreprises sont eux aussi en territoire record. Les récents

résultats ont montré des profits atteignant des sommets qu'on n'avait plus vus depuis 1946 — 30% au-dessus de la moyenne d'après-guerre. Les bénéfiques ont grimpé d'environ 10% au cours des 12 derniers mois, tandis que les ventes ont à peine bougé. Voilà qui doit aussi être une sorte de record ; pour la première fois, les entreprises américaines semblent capables de produire des bénéfiques immaculés, sans la moindre souillure provenant d'une authentique augmentation des ventes.

On trouve dans les pages du *Wall Street Journal* et du *Financial Times* — les deux journaux qui enregistrent l'évolution du capitalisme mûr et dégénéré du 21ème siècle — un autre record (selon le *Wall Street Journal*) :

*“Les neuf fondateurs des quatre groupes de private equity cotés aux Etats-Unis ont empoché plus de 2,5 milliards de dollars à eux tous l'an dernier — Leon Black, d'Apollo Global Management, recevant à lui seul 546 millions de dollars”.*

Voilà qui doit être un record. Plus d'un demi-milliard de dollars pour une seule année. Et avec quel *business model* ! Les fonds de *private equity*, rusés, achètent des entreprises boiteuses, empruntent beaucoup d'argent en leur nom puis revendent ces sociétés saturées de dettes à des investisseurs naïfs.

Avons-nous oublié quelque chose ? Ah oui... Ben Bernanke et un autre record du monde ! Sans interventionnisme record — dont plus de 3 000 milliards de dollars de liquidités en provenance de l'inépuisable source de la Fed — le pauvre M. Black n'aurait peut-être pas trouvé autant de volontaires pour ses bras cassés...

#### ▪ **L'inflation, en revanche...**

Parallèlement, l'inflation des prix à la consommation a battu son propre record aux Etats-Unis. Non pas en grimpant... mais en stagnant. Bloomberg rapportait, le mois dernier :

*“L'indice des prix pour les dépenses de consommation personnelles, à l'exception de l'alimentation et de l'énergie, a grimpé de 1,2% en 2013, égalant 2009 pour le plus petit gain depuis 1955”.*

Les consommateurs, sans la pression d'une hausse de l'IPC pour les aiguillonner, ont montré peu d'envies de se joindre à la fête. A la place, ils frissonnent dans leur chambre et se demandent comment

payer la facture d'électricité. Comme le rapportait le *Wall Street Journal* mardi, ils dépensent pour ce dont ils ont besoin, non pour ce qu'ils veulent. Les dépenses de santé et de carburant ont augmenté en janvier, rapporte le *Journal*, tandis que les consommateurs "réduisent en fait les dépenses discrétionnaires".

Cela nous laisse à penser que l'économie ne fonctionne plus. Et avec tant de choses cassées, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander quand toute l'affaire finira par s'effondrer.

## QUAND LE TOUT DERNIER RESSORT N'AMORTIRA PLUS LE CHOC

5 mars 2014 par François Leclerc, blog de Paul Jorion

Les économistes utilisent l'expression « *en dernier ressort* » en référence aux banques centrales, prêteurs des banques commerciales quand celles-ci ne parviennent plus à se financer sur les marchés et menacent de s'écrouler. Ces dernières années, on a vu que ce n'était pas un vain mot. Mais, par extension, une nouvelle expression est depuis apparue : les *consommateurs de dernier ressort*. Celle-ci accorde cette même capacité aux consommateurs qui tirent la croissance économique.

Traditionnellement, les Américains jouaient le rôle de *consommateurs en dernier ressort*, la croissance des États-Unis tirant celle du monde entier (et sa dette atteignant des sommets). Mais cela ne se présente plus ainsi et il faut trouver une solution de remplacement. Tous les espoirs se portent donc vers les consommateurs des classes moyennes des pays *émergents*. En 2022, celles-ci dépasseront en nombre celles des États-Unis, selon un rapport Ernst & Young, et il y est vu une opportunité à saisir pour assurer le développement de l'économie mondiale. Que les pays *émergents* développent leur marché intérieur ne serait donc pas seulement rendu nécessaire pour les besoins d'un rééquilibrage des échanges commerciaux, tel que le réclament avec insistance le gouvernement américain en se tournant vers la Chine. Il serait en réalité vital qu'une nouvelle génération de consommateurs apparaisse sur de nouveaux marchés, les anciens condamnés à une « stagnation séculaire ».

Adopter cette perspective revient à clore un chapitre de la mondialisation et à tenter d'en ouvrir un autre. Comme si les pays que l'on appelle *avancés*

allaient devoir désormais digérer avec difficulté une dette sur laquelle une partie importante de la consommation mondiale reposait, et que le système financier et ses comparses les entreprises transnationales cherchaient de nouveaux points d'appui pour la vente de leurs produits (et leurs activités de crédit). Suivant cette logique, le monde changerait d'axe de développement afin que le business retombe sur ses pieds. À condition toutefois de réussir cette délicate reconversion.

Bousculant ce beau raisonnement, un deuxième niveau de réflexion se dessine. Quel va être l'impact du saut technologique en cours, qui repose sur l'association de la puissance des ordinateurs, de la mise en réseau des objets connectés, du traitement d'énormes quantités d'informations (Big data) et du développement de l'intelligence artificielle et de la robotisation des activités humaines ? Les conséquences sont toutes difficiles à anticiper, mais il pourrait cependant aisément en résulter une importante raréfaction de l'emploi. Un phénomène qui n'épargnerait pas les pays *émergents*, où les nouveaux marchés de consommateurs tant attendus ne se développeraient alors pas comme prévu.

De profonds bouleversements ne sont pas seulement inéluctables en raison de la nécessité de mieux gérer les ressources finies de la planète et d'en finir avec un système financier en crise chronique. Face à une stagnation de la consommation et à une pénurie du travail disponible, toutes deux prévisibles, le cadre dans lequel fonctionne la société devra être remis en question, et l'endettement ne pourra y sursoir. L'asservissement que représente le travail destiné à *gagner sa vie* sera réduit et – les robots remplaçant les travailleurs, mais pas les consommateurs – un autre modèle de société devra être inventé, un autre ressort trouvé.

## [Avec Bill Viola, résistons au déferlement des images de la télévision, des clips, de YouTube et des blockbusters](#)

Philippe Herlin 6 mars 2014 sur Atlantico

La première grande exposition en France du vidéaste Bill Viola, au Grand Palais à Paris, est une occasion de réfléchir sur le sens des images qui nous submergent dans notre vie quotidienne.

Le Grand Palais propose pour la première fois en France une grande rétrospective du vidéaste américain Bill Viola, **du 5 mars au 21 juillet**. Les



installations vidéo sont plutôt rares au sein de l'art contemporain en général, et peu d'artistes ont émergé dans cette discipline, mais un nom s'est imposé au niveau international, on peut le voir à Paris, il ne faut donc pas le manquer.



Notre vie est submergée par les images, à la télévision et au cinéma s'est rajouté Internet, où la vidéo prend de plus en plus de place. Le rythme des images s'accélère, avec les chaînes d'information en continu il frise même la nausée, les commentaires mécaniques de présentateurs impersonnels semblant courir après les images ("excusez-moi, priorité au direct"). Au cinéma les blockbusters accélèrent l'enchaînement des plans dans les scènes d'actions, il faut être au cœur de l'action quitte à ne plus voir correctement ce qui se passe.

Dans ce contexte, l'exposition de Bill Viola au Grand Palais constitue une immense provocation, un véritable scandale, pensez : **il use et abuse du ralenti !** Il nous dit : **stop, prenez le temps de regarder une vidéo comme si c'était un tableau.** Posez-vous, oubliez le temps, ne regardez plus votre smartphone, détendez-vous, et appréciez les lentes variations d'une image. Certains vont craquer à l'expo, peut-être le Samu devra-t-il intervenir, comme l'obèse habitué à McDonald's, tout le monde ne peut pas se déshabituer de la frénésie des images !

Mais la plupart des visiteurs seront frappés par la stupéfiante beauté de l'une des premières pièces du parcours, *The Veiling* (1995), une salle remplie de neuf grands voiles suspendus comme autant d'écrans semi-transparents et montrant une forêt bruisante toute en volume.

Au sein d'une grande installation de cinq vidéos (*Going Forth by Day*, 2002), celle consacrée au mythe du déluge semble se moquer de notre fascination

pour "l'événement" et le "le direct" : des gens passent devant une entrée d'appartement, de plus en plus pressés (pour une fois l'image n'est pas ralentie), puis ils transportent des meubles, puis ils courent, avant que l'eau ne surgisse non pas d'en bas comme on s'y attend, mais d'en haut, dévalant l'escalier et explosant les vitres du logement (voir photo ci-dessus).

Plus loin on verra des images du désert où la chaleur frappant le sol rend l'horizon incertain, une mère et ses deux filles traversant un voile d'eau avec une grâce surnaturelle (Three Woman, 2008), un homme tombant dans une eau sombre les bras en croix (Ascension, 2000). Il ne faut pas manquer, alternant sur le même écran géant, deux magnifiques vidéos de 10 minutes chacune, une âme qui monte au ciel dans un déluge d'eau elle aussi s'élevant du sol (Tristan's Ascension, 2005), une femme devant un mur de feu qui s'effondre dans l'eau (Fire Woman, 2005). Ça en devient hypnotique.

On voit les constantes de Bill Viola : **les quatre éléments (eau, feu, terre, air), les interrogations métaphysiques sur la mort, la vie, notre destin**, à travers une appréhension nouvelle et originale de l'image, qui n'a cependant rien d'intellectuel mais passe entièrement par la sensation.

Ceux qui voudront continuer ce voyage ne manqueront pas la reprise de "Tristan et Isolde" de Wagner à l'Opéra de Paris, du 8 avril au 4 mai. Bill Viola a en effet conçu une vidéo diffusée pendant toute la durée de l'œuvre, soit près de quatre heures, comme un reflet du monde intérieur des personnages et des sentiments qui les traversent. Un travail qui a été salué par la presse internationale comme l'une des plus remarquables mises en scène de l'œuvre. La "lenteur" de Bill Viola s'accorde parfaitement à la musique de Wagner pour en faire une expérience inoubliable. C'est peut être leur temps à eux qui est le bon, et nous qui sommes trop speed... Mais non, nous sommes modernes et connectés, tout va bien.

**« La France humiliée, la France ruinée, et la France bientôt sanctionnée ! »**

Charles Sannat 6 mars 2014





Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Nous avons tous en mémoire les célèbres paroles du Général de Gaulle lors de la libération de Paris.

« Paris, Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré !... »

Aujourd'hui, nous ne parlons plus de la libération de notre capitale mais nous nous rapprochons plus vraisemblablement de son occupation par les membres de la troïka si tant est qu'ils se déplacent dans la mesure où le cas de notre pays risque de dépasser toutes les capacités financières des organismes internationaux. On peut néanmoins penser que les vautours ne manqueront pas autour du cadavre encore fumant de ce qui fut jadis une grande nation, un grand pays, désormais en voie de sous-développement par la faute d'élites au bilan calamiteux ces 40 dernières années.

Oui, mes chers camarades contrariens, notre pays risque de connaître l'humiliation, le dépeçage, la ruine. La Commission européenne vient de tirer le premier coup de canon aujourd'hui.

Mon ami Pierrot va pouvoir se rouler par terre, afficher son plus beau sourire « Colgate » aux dents blanches aux JT, « rassurer » les Français, nous dire que nous n'avons aucun problème, que nos banques n'ont aucun problème, que notre économie n'a aucun problème, que notre trajectoire c'est ça l'important et que notre trajectoire est bonne, il pourra tenter de nous expliquer que la Commission n'a pas pris en compte les effets du pacte de compétitivité... Et pour cause, ce pacte, comme toute l'action de ce gouvernement depuis ses premiers pas, est une vaste bouffonnerie économique mâtinée d'une immense fumisterie, nous vivons une humiliation.

Cette humiliation n'est pas celle d'un président de la République, aussi légitime que l'ex-président ukrainien si l'on en croit les derniers sondages, et lorsque les choses s'aggraveront, et elles s'aggraveront, il connaîtra exactement le même sort que son collègue d'Ukraine, à une différence près...

la Russie ne lui donnera pas l'asile.

Cette humiliation n'est pas celle d'un ministre de l'Économie, aussi mauvais fut-il, aussi calamiteux que soit son bilan, sans oublier l'agacement que provoque son « optimisme » affiché en tête de gondole de benêt béat.

Cette humiliation n'est pas celle d'un parti socialiste ou pas. À ce propos, je vous conseille d'écouter les enregistrements de Sarkozy par son conseiller... Amour du fric, intérêt personnel, volonté d'enrichissement... c'est donc ces gens-là qui nous gouvernent ? Ils sont indignes de cet honneur (voir lien en bas).

### **Cette humiliation c'est la nôtre, une humiliation collective**

La Commission européenne place la France sous surveillance renforcée et des sanctions financières qui n'arrangeront rien seront proposées par cette même Commission dès le mois de juin 2014.

Soyons objectifs. Les sanctions qui seront votées à notre égard par l'Europe non seulement n'arrangeront rien, mais surtout n'aboutiront qu'à faire empirer les choses puisqu'il faudra payer ces amendes avec de l'argent que nous n'avons toujours pas.

Cette humiliation collective qui arrive est le fruit d'une quarantaine d'années de lâchetés collectives, de gabegie généralisée, de faiblesse, de mollesse, de manque de courage aussi bien social que politique. Cette humiliation n'est pas que le résultat d'un début de quinquennat « hollandouillesque » déplorable. Elle en est l'aboutissement.

Hollande et son action atteignent simplement les sommets de l'incompétence, une incompétence largement semée ces quatre dernières décennies. Ni la droite quand elle était aux affaires, ni la gauche n'ont su mettre notre pays dans la bonne direction.

Aucun de ces partis n'a su, ou n'a voulu, avoir confiance en la France, dans son destin et dans son peuple. Aucun n'a voulu faire œuvre de pédagogie. Aucun n'a voulu définir une stratégie et un projet pour notre pays.

### **Le prix de la forfaiture**

Nos élites peu brillantes au royaume des lumières désormais éteintes ont préféré nous vendre à l'Europe, à Bruxelles. Ils nous ont forcé la main malgré

notre refus démocratique (mais la démocratie ne compte qu'en Ukraine, chez les autres, pas ici) exprimé lors du référendum sur le projet de constitution européenne. Le peuple de France, dans sa grande sagesse, l'a refusé.

L'Europe et l'euro, une monnaie économiquement allemande appliquée à une majorité d'économies fondamentalement latines, poursuivront leur lent travail de destruction systématique de notre pays et de son tissu d'entreprises. La mondialisation et les délocalisations finiront cet ouvrage de démontage de notre pays.

Les conséquences d'une telle politique étaient non seulement prévisibles mais vous pouvez en voir les ravages de vos propres yeux.

La Suisse, certes un petit pays, connaît presque le plein emploi. La Suisse dispose d'une industrie financière puissante mais aussi d'une industrie tout court. La Suisse n'est pas dans l'Europe, la Suisse n'est pas ouverte à tout vent, la Suisse maintient ses frontières. Est-ce donc si difficile de comprendre ces choses là ?

Bien sûr que non !

### **Encore une fois, il faut définir une stratégie et un projet pour notre pays**

Ce n'est pas avec encore plus de libre-échange avec des pays où les salaires sont dix fois inférieurs aux nôtres que nous nous en sortirons.

Ce n'est pas avec encore plus d'Europe libérale, libre-échangiste et mondialiste que nous nous en sortirons.

Ce n'est pas en mutualisant nos dettes que nous nous en sortirons et de surcroît nos dettes sont les nôtres et celles de nos voisins les leurs... à chacun ses problèmes, et je refuse de payer toujours plus pour maintenir dans la misère et dans une forme d'esclavagisme moderne des peuples entiers comme nos amis grecs, chypriotes ou espagnols et portugais.

Ce n'est pas avec encore plus d'euro allemand que les économies latines retrouveront de l'air.

Nous avons besoin d'un projet national de redressement (j'avais écrit un papier à ce sujet il y a quelques mois que je vous remets en lien). La conséquence de ce projet sera vraisemblablement de sortir de l'euro et de certains accords européens qui minent notre souveraineté.

Nous devons régler nos problèmes nous-mêmes, car ils sont les nôtres.

### **Cette humiliation devrait faire réfléchir chaque citoyen**

Nous allons être mis à l'amende par l'Europe, sous tutelle de la Commission européenne. Hollande le couard pourra dire « c'est pas ma faute, c'est la faute à l'Europe » pour nous faire passer sous les fourches caudines d'une Commission vendue à des intérêts financiers internationaux. Le dernier gouverneur de la France est un homme profondément sympathique et un dirigeant tout aussi pathétique. Il sera notre fossoyeur et ne l'a pas encore compris.

Notre pays sera humilié mais, plus grave, il sera dépecé. Au bout du compte, il ne nous restera plus rien à part un tas de dettes immenses que nous serons incapables de payer.

Le salut viendra du peuple et par le peuple. Alors nous pourrons dire lorsque nous en aurons finis avec des élites aux compétences déliquescents, la France humiliée ! La France sanctionnée ! La France ruinée ! Mais la France redressée !

Face à cette situation dramatique et afin de ne pas être taxé d'incitation à je-ne-sais-quoi, j'ai envie de conclure par un simple :

***Aux Larmes Citoyens.***

Restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

### **[La « Belgique » au secours de la dette américaine : suite !](#)**

C'est un grand média belge puisqu'il s'agit de l'*Écho* qui en parle.

« À lui seul, notre pays aurait compensé la baisse de 50 milliards de dollars des investissements de la Chine dans la dette américaine. La Belgique aurait ainsi colmaté la brèche du marché obligataire mondial. »

Comme je l'avais évoqué dans mon édito consacré à ce sujet, ces achats « belges » pouvaient être le fait d'une chambre de compensation comme Euroclear (ou Clearstream dont vous devez vous souvenir du scandale du même nom).

Bref, on apprend par cet article de l'*Écho* belge que c'est bien Euroclear qui

s'est porté acheteur de ces 50 milliards de dettes américaines.

« Subsistent dès lors deux interrogations face à l'ampleur des sommes investies : qui sont ces acheteurs de dette américaine épaulés par Euroclear et pourquoi sont-ils expressément passés par la Belgique ? »

En voilà deux questions qu'elles sont bonnes. La suite au prochain épisode.

### **Albert Edwards : « L'Allemagne risque de devenir l'économie la plus faible de la zone euro »**

Albert Edwards, qui travaille à la Société Générale à Londres, est connu pour ses prédictions pessimistes. Actuellement, il craint une vague de dévaluations des pays émergents et de la Chine. Le risque ? Une accentuation de la déflation en Europe et le retour à la récession.

Je vous conseille la lecture de son analyse, cela vaut la peine de prendre le temps de lire cet article à tête reposée. Il pointe lui aussi du doigt la déflation européenne. Exactement ce que j'indique dans le Contrarien depuis quelques temps. L'Europe est en déflation.

### **Prix de lancement ! L'Union Européenne rachète l'Ukraine pour 11 milliards d'euro seulement**

C'est une dépêche de l'AFP qui nous apprend que « la Commission européenne a présenté mercredi un plan d'aide massif « d'au moins 11 milliards d'euros » en faveur de l'Ukraine, à la veille du sommet européen extraordinaire sur la crise dans ce pays ».

« Aujourd'hui, la Commission européenne a identifié un programme d'aide à l'Ukraine. Ceci est notre contribution au sommet des chefs d'État et de gouvernement de demain. Au total, le paquet pourrait apporter un soutien d'au moins 11 milliards d'euros sur les deux prochaines années, provenant du budget de l'UE et des institutions financières européennes », a déclaré le président de l'exécutif européen, José Manuel Barroso.

Il a appelé les États membres de l'UE, les institutions financières internationales et tous les autres « partenaires » de la communauté internationale à apporter leur « contribution ». « Il est dans l'intérêt le plus profond de l'Europe d'avoir la paix et la stabilité en Ukraine, et c'est important pour la stabilité globale », a-t-il affirmé.

Donc en clair, nous essayons; nous autres Européens, de faire une OPA sauvage sur l'Ukraine, et Vladimir Poutine pourrait surenchérir... avec ses tanks sonnants et trébuchants au lieu d'une aide financière.

## **La vraie raison pour laquelle la Russie n'a plus peur de l'Occident**

« Le monde a assisté, incrédule, à l'envoi de troupes en Crimée. Pourquoi le président russe Vladimir Poutine a-t-il choisi de mettre en jeu les milliers de milliards de dollars de liens qu'il partage avec l'Occident avec une telle opération ? Selon Ben Judah, auteur de *Fragile Empire: How Russia Fell In And Out Of Love With Vladimir Putin*, la raison est simple : Poutine pense qu'il n'a rien à perdre. Dans le magazine en ligne *Politico*, il explique que la Russie n'a plus le même respect pour l'Europe occidentale que dans la période qui a fait suite à la Guerre Froide, parce que tout ce qui intéresse l'Europe désormais, c'est de gagner de l'argent en attirant la richesse des oligarques russes. »

C'est une analyse intéressante, et d'ailleurs les hésitations anglaises qui ne veulent pas priver la City de Londres des dizaines de milliards d'euros des méchants et vilains russes prouvent bien que les choses sont beaucoup plus compliquées que ça.

Il est drôle de noter que les alliés britanniques des Américains... aiment bien l'argent russe ! Au point de ne pas les entendre. En clair, Poutine pense, et à juste titre, que seul l'argent dirige l'Occident et qu'il n'y a plus rien de « politique ».

Je pense que l'analyse de Poutine est parfaitement juste mais uniquement jusqu'à un certain point, à savoir que les USA veulent rester les maîtres du monde... et de l'économie car pour eux, celui qui détient l'argent détient le pouvoir.

## **Des robots pour remplacer les agents à la circulation !**

Cela ne se passe pas encore en France... mais dans une ville d'Afrique... au Congo pour être plus précis. C'est un article d'*Acteurs publics* qui revient sur ce sujet de la robotique appliquée. L'avantage c'est que dans un pays à la corruption endémique le robot lui est... incorruptible ! Résultat, c'est sans



doute l'Afrique qui aura les premiers RoboCop... Surprenant, passionnant et finalement pas si étonnant que cela.

Les RoboCop ou les robots soldats devraient bigrement plaire à tous les despotes et dictateurs de la planète qui devraient y trouver là une façon de sécuriser encore un peu plus leur pouvoir... sans se soucier de la moralité, ou encore des états d'âmes des troupes.

## **Cette guerre froide n'est pas idéologique**

Myret Zaki 1 mars Bilan.ch (Suisse)

**Cette deuxième guerre froide à laquelle nous assistons entre les Etats-Unis et la Russie ne s'encombre plus de paravents idéologiques. Elle est mercantile. Plutôt que d'opposer deux modèles de société, elle oppose deux adversaires au plan commercial, énergétique, financier et monétaire.**

Deux paquebots battant officiellement pavillon capitaliste, officieusement adeptes de l'étatisme à outrance. Ce n'est plus le «monde libre» contre le «péril rouge». On est entre soi. Deux gouvernements s'affrontent autour d'un enjeu central: lequel fournira du gaz à l'Europe ces prochaines années.

Le centre de gravité futur sera-t-il transatlantique ou eurasiatique? Mis en difficulté par leurs compétiteurs en Asie, les Etats-Unis lorgnent maintenant l'Europe comme principal marché d'exportation pour leur gaz.

Cela les met directement en conflit avec la Russie. Comment déloger cette dernière de sa place de premier fournisseur? En cassant les prix, pour commencer, car le gaz russe est facturé très cher à l'Europe. Mais avant cela, il s'agit de couper le cordon énergétique entre l'Europe et la Russie.

Pour ce faire, il faut que l'Ukraine se mette rapidement à produire son propre gaz, en partenariat avec les majors pétrolières américaines, et qu'elle rejoigne le bloc européen. Ensuite, les Etats-Unis visent à compléter dès 2015 directement l'approvisionnement de l'Europe à travers leurs exportations.

C'est là que la stratégie entre en jeu. Les Etats-Unis ont habilement accompagné l'Ukraine vers sa «libération» du joug russe et son autonomisation énergétique. Ils ont investi d'importantes sommes pour cultiver en elle l'identité européenne. Depuis 2011, un programme américain

exporte vers les pays de l'Est l'expertise technologique en matière de fracturation hydraulique.

USAID, l'ONG américaine, s'est chargée de conseiller intensivement le gouvernement ukrainien dans ce domaine. Dans un rapport de mai 2012, USAID donne l'entière caution écologique à Kiev pour la fracturation hydraulique.

L'Ukraine avait signé l'an dernier des accords avec Shell et Chevron les autorisant à exploiter les gisements de gaz de schiste de Yuzovska et d'Olesska. La crise a débuté lorsque Kiev a opéré une volte-face politique, signalant qu'il préférerait la Russie comme partenaire à l'UE.

Mais depuis le départ de Ianoukovitch, les affaires ont repris leur cours. L'Ukraine a confirmé qu'elle signerait un contrat de partage de production avec un consortium dirigé par ExxonMobil sur l'exploitation du champ pétrolier et gazier Skifska, en mer Noire, un projet de 10-12 milliards de dollars. Grande perdante: la société russe Lukoil, qui n'a pas été retenue.

## **5 milliards pour assister la révolte en Ukraine**

«Les Etats-Unis ont dépensé 5 milliards de dollars depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991 pour assister le pays dans le développement d'institutions démocratiques et dans la promotion de la société civile et d'une bonne gouvernance, soit tout ce qui est nécessaire pour que l'Ukraine réalise ses aspirations européennes», a déclaré mi-décembre Victoria Nuland, secrétaire d'Etat adjointe américaine, lors d'un discours au National Press Club sponsorisé par Chevron et ExxonMobil\*.

Tout comme en Irak, en Afghanistan et en Libye (et peut-être un jour en Iran et au Venezuela?), les majors américaines entrent victorieuses là où Washington a préalablement accompagné un changement de régime.

Qui s'y oppose paie un prix: alors que la Russie a bloqué, avec le soutien de la Chine, l'intervention américaine en Syrie, réclamant à cette occasion une part d'influence au Moyen-Orient, Washington lui en demande à présent le prix fort. Le deal gazier proposé par l'Amérique à la Russie pourrait être le suivant : «On livre à l'Europe, vous livrez à l'Asie.»

Si les ambitions eurasiatiques de Vladimir Poutine en prennent un coup, rien n'est jamais joué, car dans cette guerre froide rééditée, les lignes sont

mouvantes. En affaires, il n'y a pas de rideau de fer.

\*<http://www.youtube.com/watch?v=2y0y-JUsPTU>

**Currency War:**

## **Après la Crimée, voici venir la bataille du rouble**

Par The Wolf le 05/03/2014 • Par Emmanuel Grynszpan *Moscou/ Le Temps* 6/3/2014

La Russie lutte pour limiter les dégâts sur sa monnaie suite aux tensions politiques.



Jamais la Banque centrale de Russie (BCR) n'avait dépensé de telles sommes pour protéger sa devise. Lundi, le régulateur russe a vendu pour environ 10 milliards de francs de ses réserves en devises pour stopper l'effritement du rouble. Du jamais-vu depuis 2011, lorsque la BCR a commencé à dévoiler ses opérations. Le même jour, l'indice RTS de la bourse russe s'effondrait de 12% et la devise russe atteignait sa valeur minimale historique contre le dollar et l'euro. Dès mardi, après les déclarations apaisantes de Vladimir

Poutine, la bourse russe regagnait une grande partie du terrain perdu. Si la chute du rouble a été stoppée, le doute subsiste sur sa dynamique.

La présidente de la BCR, Elvira Nabioullina, a expliqué mardi à Vladimir Poutine «ne pas voir de raison fondamentale pour un affaiblissement du rouble. La pression actuelle est provoquée par des facteurs externes. Notre estimation montre une sous-évaluation de la devise russe.» C'est un sujet politiquement très sensible étant donné la confiance traditionnellement très faible des Russes envers leur devise.

Du côté des experts, il existe un net consensus autour de l'idée que le rouble va continuer à baisser. Les experts d'Alfa Bank prévoient que les investisseurs basculeront d'une observation de la courbe de l'inflation vers l'estimation de la valeur fondamentale du rouble. «Les facteurs politiques vont passer au second plan et le marché va suivre plus attentivement les gestes de la Banque centrale de Russie, que nous estimons négatifs. Le régulateur a d'abord relevé ses taux directeurs, puis a resserré le contrôle sur les taux de change. Cette dernière mesure entre en contradiction évidente avec les intentions précédemment annoncées de la banque et sape la crédibilité du régulateur», note Alfa Bank.

Stabiliser le rouble redevient donc la priorité absolue. Mais si la BCR y parvient à court terme, les experts estiment que le meilleur moyen de le faire est de le laisser glisser vers sa valeur réelle, qui reflète la véritable situation économique en Russie. Or, elle est moins bonne que celle des autres pays émergents. Le pays serait entré en récession au mois de janvier, d'après une source gouvernementale citée par le quotidien Vedomosti. La panne de croissance même en période de cours élevé des matières premières est le signe d'un défaut structurel de l'économie russe, qui voit également sa production industrielle et les investissements s'affaïsser.

### **Capitaux étrangers frileux**

La Russie aurait bien besoin d'attirer les investissements étrangers, mais le climat de tensions politiques autour de l'Ukraine s'accompagne de menaces de sanctions économiques contre la Russie. Dans un geste de bravade, le conseiller économique du président Sergueï Glaziev a affirmé qu'elles seront à «double tranchant».

«Toute tentative d'imposer des sanctions à la Russie conduira à la fin de la

domination financière des Etats-Unis», a affirmé Glaziev mercredi à l'agence Ria Novosti. Par ailleurs, des députés travaillent sur un projet de loi symétrique autorisant l'Etat russe à saisir la propriété de sociétés et de personnes étrangères en cas de sanctions.

## Problèmes russes...

Patrick Reymond 5 mars 2014, La chute-Lapsus

Je rapporte ce que m'a dit un internaute :

"1-on ne ferme pas toutes les centrales nucléaires allemandes pour 2022 , on fait comme EDF , on prolonge

2-On demande à Areva des construire plusieurs EPR en Allemagne grace à son expertise dans la première centrale EPR en Finlande

Ensuite , donc , en 2035 , on peut dire à Poutine qu' il n 'est pas gentil.

"L'Allemagne importe de Russie 40 % du gaz et 30 % du pétrole qu'elle consomme"

"La sortie du nucléaire devrait donc pousser encore davantage l'Allemagne dans les bras de la Russie""

Le seul problème, c'est que la source principale d'uranium actuel, c'est... (roulements de tambours...) Réponse : le Kazakhstan (36 %). Et un peu, aussi, la Russie. (7 %). Donc, le problème ne serait en rien réglé, et tous les usages ne sont pas interchangeables.

Il faut noter aussi, que, malgré le miracle Kazakh, la production progresse peu (54610 tonnes en 2012, contre 53600 en 2010, soit pas même 2 % en deux ans), alors qu'on dépend toujours, pour le combustible nucléaire, de sources secondaires en voie d'épuisement, elles aussi, qui fournissent 25 % des besoins. D'ailleurs, une de ses sources était l'armée rouge...

De 2003 à 2010, la production a augmenté de 18809 tonnes, 14503 se situant au Kazakhstan, 2460 en Namibie, 1055 au Niger, d'autres pays progressant, mais masquant le déclin des producteurs occidentaux historiques (Canada et Australie), en pleine déconfiture, soit accélérée, soit importante.

L'aire post soviétique sous le contrôle de Moscou (Russie, Kazakhstan, Ouzbékistan), produisait en 2010, 23 765 tonnes d'Uranium, soit 44 % du total global, se montant à 53663 au total.



## STAGNATION SÉCULAIRE DU CAPITALISME ASSISTÉ ?

6 mars 2014 *par François Leclerc, blog de Paul Jorion*

La Commission de Bruxelles a rendu hier son verdict en critiquant l'Italie en raison de la faiblesse de l'amélioration de sa productivité (et de la réalisation de ses réformes), après avoir placé la France sous « surveillance renforcée ». Et, pour faire bonne mesure, relevé que l'Allemagne ne renforce pas assez sa demande intérieure afin de contribuer aux exportations des autres pays européens et de les soulager. Un constat qui vaut signe d'impuissance devant l'évidence : la politique déflationniste poursuivie en Europe ne donne toujours pas signe du résultat escompté, c'est à dire du retour d'une croissance présentée comme salvatrice.

La bataille fait rage en Grèce pour déterminer le montant de la recapitalisation des banques, le FMI voulant en plaçant haut la barre faire la preuve qu'il va falloir employer les grands moyens et ne pas se contenter d'un replâtrage financier. Illustrant que le FMI est plus généralement convaincu des méfaits de la politique poursuivie en Europe et qu'il utilise le cas de la Grèce comme un moyen de le faire savoir. Le gouvernement portugais hésite de son côté sur la conduite à tenir à la sortie de son *plan de sauvetage*, car la preuve n'est pas faite qu'il va pouvoir faire face aux conditions accordées par *le marché*, qui en tout état de cause imposeront la poursuite de l'austérité budgétaire et salariale pour en faire un état permanent.

La diminution des salaires (du *coût du travail*) a été choisie en Europe en raison de la rapidité présumée de son effet sur une relance par l'exportation, mais c'est raté ! Coup double, la disette budgétaire fait obstacle au financement de la transition écologique, qui reste un vœu pieux, et plus particulièrement la transition énergétique. Ce qui fait l'affaire de l'industrie électronucléaire. Comme *l'industrie financière*, elle n'est pas avare en lobbying, accreditant l'idée de leur appartenance au même monde.

Sous couvert de recherche de la compétitivité, l'objectif de la politique poursuivie est de stopper la poursuite de l'endettement – dont l'augmentation brutale doit aux conséquences de la crise du système financier – mais il répond derrière à une autre priorité : solidifier la dette publique, sur laquelle ce dernier repose *en dernière instance*. Il va en avoir bien besoin, si l'on en croit Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui pronostique

dans l'euphorie que la taille additionnée des bilans des banques de la City pourrait atteindre neuf fois celle du PIB britannique en 2050, résultat de projections prenant en compte la croissance du système financier (et non pas celle de l'économie qui reste à la traîne).

La Banque d'Angleterre devrait décider aujourd'hui de maintenir à 0,50% son principal taux directeur, en dépit de l'amélioration du taux de chômage officiel sur lequel s'appuyait à l'origine sa politique de *forward guidance*, et du niveau atteint par la croissance britannique (qui intègre les activités de la City). Pour quelle raison cette assistance du système financier est-elle maintenue, si ce n'est qu'il n'a pas toujours retrouvé son équilibre ? Succédant à la *grande perdition* s'annonce une *stagnation séculaire* et l'avènement pour une longue durée du *capitalisme assisté*. Mais un tel sur-place n'est pas viable éternellement.

Sur quoi la BCE fonde-t-elle ses espoirs pour la zone euro, dans ces conditions ? Sur la revitalisation du marché de la titrisation, qui est très loin de retrouver son niveau des années précédentes, condition selon elle au rebond du crédit aux entreprises. En préconisant l'émission d'ABS (Asset-backed securities) de modèle standard et à risque limité. La relance de la titrisation devrait permettre d'éviter que les banques coupent dans leur bilan afin ne pas augmenter leur fonds propres tout en respectant les ratios réglementaires. Ce qui créerait sur le papier les conditions d'une relance du crédit aux entreprises.

Expression du caractère chronique de la crise financière européenne, sur les 180 milliards d'euros de produits titrisés en 2013, 104 milliards auraient été utilisés comme collatéral afin de garantir les emprunts des banques à la BCE, selon une analyse du Financial Times. Poursuivant sa logique, l'Institut de Francfort considère qu'il serait utile d'assouplir la réglementation du Comité de Bâle, afin qu'il ne soit pas nécessaire pour les banques de détenir du capital en contrepartie de certaines catégories d'ABS. Offrant la démonstration par le contraire que la clé de la situation réside dans le nettoyage du système bancaire et que la *déflation intérieure* (la contrainte salariale) prend la question à l'envers.

# La dette publique "nationalise" la monnaie

Posté le 5 mars 2014 par Bcolmant (Belgique)



La monnaie est un acte d'adhésion.

La crédibilité monétaire ne peut pas découler d'un acte d'autorité. La monnaie doit s'adosser à un référent qui excède ce qu'il garantit.

Il faut une réciprocité de la qualité de la confiance et de la quantité de monnaie.

Dans le cas d'une monnaie fiduciaire, le garant est un état de confiance.

Ceci explique que la monnaie ait été capturée par les États au rythme de la formulation des États-nations.

Cette idée elle-même est inhérente au concept que rien n'est supérieur à l'État.

Par ailleurs, la monnaie permet l'accumulation de pouvoir, donc la centralisation de l'autorité. Elle fonde une hiérarchisation sociale, ce qui reflète une fonction politique.

Enfin, la monnaie est l'écho du paiement de l'impôt. En effet, les deux droits régaliens (à savoir celui de battre monnaie et de lever l'impôt) sont l'avvers et l'envers de la même réalité exprimée par la locution *Monetandi jus principum ossibus inhæret* (le droit de battre monnaie inséparable de l'excès de la souveraineté).

Le problème est que les États possèdent une capacité d'emprunt dont l'excès d'utilisation conduit souvent au dévoiement de la monnaie.

En effet, la monnaie assure la proportion entre l'utilité de différentes quantités de travail (selon Marx, la monnaie est un quantum de main d'œuvre).

La monnaie est donc une transmutation du travail.

La quantité de monnaie devrait donc être proportionnelle à la démographie et à la productivité, mais l'endettement public anticipe la démographie et la productivité futures.

C'est en cela qu'un endettement public excessif peut détourner la monnaie de son rôle premier.

Le rôle de garant institutionnel de la monnaie que doit jouer l'Etat est alors mis à mal, ce qui induit Marx à estimer qu'une obligation d'État, comme la monnaie, est un capital fictif.

Concrètement, l'importance des dettes publiques met la monnaie en péril. Un excès en ce sens a conduit à la "nationalisation" de la monnaie.

Pour s'extraire de ce type de situation, deux solutions extrêmes sont envisageables : l'inflation (on dilue la monnaie pour respecter le remboursement des dettes publiques) ou la répudiation des dettes (on annule une partie des dettes pour respecter le pouvoir de la monnaie).

certains pays auront probablement à subir ces deux solutions, dans des proportions qui découleront des choix politiques.

## **Cette guerre que (presque) tout le monde attend**

Posté par [calebirri](#) le 2 mars 2014

Elle va bien finir par arriver cette guerre. Nombreux sont ceux qui la redoutent, mais plus nombreux encore sont ceux qui l'attendent. Pas pour les morts bien sûr, ni pour les misères et les destructions qu'elle engendre non plus... encore que ! Car en définitive tout le monde (ou presque) sera satisfait : l'économie va enfin pouvoir repartir, et la croissance reviendra après. Je souligne le « ou presque » par acquis de conscience mais c'est bien l'ensemble du monde capitaliste qui s'en portera mieux. Car il est dans la nature même du capitalisme de conduire à la guerre (vous ne le saviez pas peut-être ?) : comme une « saignée nécessaire pour « relancer la machine »... Imaginez des millions de morts, de blessés, et puis toutes les infrastructures détruites. La conscription, l'état d'alerte ou l'état d'urgence, « l'union sacrée » ! et puis aussi la relance de l'emploi à travers « l'effort de guerre », quelle opportunité pour la « croissance » !

Finies les dettes à rembourser aux « ennemis », finie la démocratie qui empêche les dirigeants de faire ce qu'ils souhaitent et qui autorise les

citoyens de se plaindre sans cesse... Cette satanée « démocratie » qui nuit aux affaires et cet internet qui autorise la divulgation des « petits arrangements » de nos dirigeants doivent disparaître avec la guerre, car seule la dictature permettra la relance économique à travers la « compétitivité » offerte par l'esclavage. Et les destructions engendrées par la guerre sont autant de marchés qui seront à prendre au plus méritant (le plus fort donc).

Il faut bien comprendre que le « [retournement du capitalisme](#) » auquel nous avons assisté les dernières décennies ne laisse pas trop de choix : n'étant plus en mesure de dominer le monde par la puissance financière ([en réalité il n'y a plus d'argent](#)), les pays dits « puissants » ne le sont plus que grâce à la force brute ; et la guerre est désormais pour eux le seul moyen de conserver leur statut international. Et pour nous de conserver notre « niveau de vie »...

Car après tout nous pourrions encore éviter [le chaos qui vient](#) : en remettant de l'ordre dans la finance, en supprimant tous les avantages concurrentiels dont nous nous sommes emparés dans l'Histoire (par la force et par la ruse), nous pourrions alors redonner à chacun la place qu'il devrait « logiquement » avoir. Au prix bien sûr d'une baisse drastique de notre confort de vie. Mais qui est prêt pour cela ?

Et c'est là qu'on revient à mon titre quelque peu provocateur : nous devinons tous, à la vue des inégalités scandaleuses provoquées par ce système (quand on pense que 85 personnes possèdent la même richesse que 3,5 milliards d'autres personnes -plus de la moitié des êtres humains que compte cette terre !), que nous avons dépassé toutes les limites acceptables. Et nous savons tous également que sans la remise en cause du système qui crée ces injustices la guerre reviendra toujours pour redistribuer régulièrement les cartes du monde. Mais comme nous n'avons toujours rien créé de mieux pour nous gouverner, nous préférons sauver un système injuste, au prix de la guerre, que de nous risquer à inventer une alternative démocratique capable de s'opposer à la dictature qui viendra avec. Surtout si c'est pour payer plus cher, non ?

Tant que nous refuserons de nous confronter à la question d'[un système « sans argent »](#), nous sommes condamnés soit à la guerre, soit à la dictature : la guerre conduit à la dictature et la dictature conduit à la guerre.

Mais ne vous réjouissez pas trop vite : Car pour que l'une apparaisse, il faut que les conditions de l'autre soient présentes. Et tant que le système ne s'effondrera pas totalement, nos dirigeants fourbiront leurs armes avec tout

l'argent qu'ils pourront engranger jusque là. Ce qui signifie que tant que notre épargne, nos derniers droits sociaux ou notre liberté d'expression ne seront pas totalement remise en cause, il leur reste du boulot : nous allons donc assister d'ici peu à un renforcement des mesures sécuritaires, une accélération des législations liberticides, un approfondissement des politiques d'austérité, une montée des peurs et des violences...

Et puis quand tout le monde sera prêt, les festivités pourront alors commencer ; quand un des « gros » ne pourra plus tenir sa bourse, ou sa population, ou son armée... Nous aurons beau dire que nous ne la voulions pas cette satanée guerre, mais nous l'attendions quand même... Car au lieu de se mettre au boulot pour réfléchir au futur que nous offrirons à nos enfants, nous avons été les victimes consentantes d'ignobles individus qui ne travaillent qu'à la perpétuation de leur propre pouvoir. Et coupables de les avoir élus, au mépris de leurs agissements criminels dont nous avons tout de même de manière complice bénéficié, en privant consciemment les autres peuples des avancées dont nous avons hérité de toutes les guerres précédentes. Et surtout en préférant continuer ainsi : puisqu'on ne peut pas supprimer le capitalisme, autant que nous restions les maîtres n'est-ce pas ? Et cela même si, paradoxalement, c'est au prix de notre propre liberté.

Caleb Irri  
<http://calebirri.unblog.fr>

## [Pourquoi l'écoute globale de la NSA pousse à la guerre](#)

Aux infos du Nain, jeudi 6 mars 2014

Prenons cette news anodine :

### **[Israël intercepte des armes iraniennes à destination de Gaza](#)**

**[7sur7, 06/03/2014](#)**

[→ lien](#)

La marine israélienne a intercepté mercredi matin en mer Rouge un navire transportant "une cargaison iranienne d'armes sophistiquées" destinées à des groupes armés palestiniens dans la bande de Gaza, ont annoncé l'armée israélienne et le ministre de la Défense Moshé Yaalon.



Je vais pas faire mon soralien et hurler au scandale. Je comprends qu'ils aient pas envie que l'Iran livre des armes à des gars qui leur tirent dessus (quelles que soient les raisons pour lesquelles ils leur tirent dessus).

C'est pas mon sujet.

Le sujet, c'est qu'avec le système d'écoute globale et généralisée de la NSA, l'occident lit à livre ouvert dans tout ce que font les pays non alignés sur l'Empire.

Un peu comme pendant la deuxième guerre mondiale, quand ils ont percé le code de chiffrement enigma des nazis.

Il y a une dissymétrie totale dans la lutte (même si avec la fuite de la conversation d'hier sur les snipers, le FSB a visiblement aussi quelques moyens)...

Dans le même temps, l'occident ne cesse de monter des opérations de déstabilisation des régimes hors Empire par des méthodes de margoulins, de corruption, de mensonge, de manipulation, de propagande, d'assassinat, de fausses révolutions, etc etc...

Et avec cette NSA qui surveille tout, et la démocrature qui se met en place en occident et verrouille tout, les pays en face ne peuvent absolument pas leur répondre avec les mêmes cartes.

Du coup, et c'est la finalité de mon raisonnement, **il va arriver un moment, où tout ce qu'il va rester à ce camp là, pour résister, c'est la force brute. Compter les divisions et qui est prêt à mourir pour son camp.**

L'Ukraine est peut-être un avant goût... Et on voit bien que si vous avez en face 10 hommes en arme qui agissent, vous pouvez bien écouter tout ce qu'ils font et tout savoir à l'avance, si vous n'avez personne à aligner, ça ne vous mène nulle part...

Mais peut-être également que c'est ce que l'occident recherche, en multipliant les agressions tous azimuts... Une bonne grosse guerre, histoire de sortir de sa crise de la dette comme par le passé, de soumettre d'autres zones qui paieront le tribut, et d'imposer l'agenda babelien à ses peuples...

Mais peut-être que je fantasme. Parce qu'avec ses peuples obèses, chochottes, vieillissants, sans cohérence, sans nation, et nombrilistes à crever, j'ai du mal à voir qui ils vont pouvoir trouver pour aller mourir pour BHL et Goldman Sachs...

On l'a vu d'ailleurs. Une fois sa fausse révolution achevée en Ukraine, face à l'action de l'armée russe, à part promettre des prêts en fausse monnaie et proférer des menaces creuses, l'occident est démuni.

## **La Chine augmente son budget militaire de 12,2% en 2014 mais tout est relatif!**

Qui perd Gagne, Posted on 5 mars 2014

Par lejournaldusiecle le 5 mars 2014 Sources : AFP / Le JDS

**Le budget de la défense chinoise atteindra cette année 808,23 milliards de yuans, soit 95,9 milliards d'euros.**

Puissance montante sur la scène politique mondiale, la Chine ne cesse de gonfler ses dépenses militaires, qui avaient déjà bondi de 11,2% en 2012 puis de 10,7% en 2013.

Les experts occidentaux se disent toutefois convaincus que les dépenses réelles de Pékin dépassent très largement les chiffres annoncés. Le Pentagone a ainsi estimé que la Chine avait consacré en 2012 entre 135 et 215 milliards de dollars (98 à 156 milliards d'euros) pour son Armée populaire de libération (APL) — la plus grande du monde avec 2,3 millions de soldats.

**Le budget de la défense chinoise est le deuxième plus élevé du monde, mais reste nettement derrière celui des Etats-Unis (632,8 milliards de dollars attendus cette année, soit 460 milliards d'euros).**

# France et Moyen-Orient

Le tour du monde de [Jean-Jacques Netter](#) , Institut des libertés

Quand on passe quelques jours dans le désert du Néguev, on peut en plus de profiter d'un paysage époustouflant qui ressemble au Colorado américain, s'occuper de plusieurs façons. **D'abord relire la Bible**, puisque dans la haute vallée du Paran, campèrent les tribus d'Israël lorsqu'elles faisaient route vers Canaan (Nombres XIII, 3). Ce désert a toujours été un endroit de passage nord-sud et ouest-est. **Ensuite lire des livres d'histoires** relatant la « Route de l'encens ». Les caravanes acheminaient les pierres précieuses, les épices les tissus et l'encens qui provenaient d'Inde et de l'Arabie du Sud. Avdata été la principale ville d'un ensemble qu'on appellera plus tard « Pentapolis », car elle faisait partie des cinq villes qui partaient de Pétra en Jordanie pour aboutir à Gaza en Palestine. Prospère sous les romains et les byzantins, Avdat a été conquise en 634 par les Arabes, date à partir de laquelle elle est tombée lentement en ruine et fut définitivement abandonnée au Xème siècle.

Etant à quelques dizaines de kilomètres de l'Egypte à l'ouest et de la Jordanie à l'est, on a envie de **lire les journaux de la région sur internet** pour essayer de comprendre comment la situation évolue. L'économie mondiale dépend en effet encore fortement de cette région du monde pour la stabilité et la sécurité de ses approvisionnements en pétrole.

Il ne faut pas très longtemps pour constater que dans le cadre du **jeu des puissances régionales** « le croissant chiite » est en train d'encercler l'Arabie Saoudite, qu'il est en train de se produire un rapprochement paradoxal entre l'Arabie Saoudite et Israël dont la France pourrait bien profiter...

Mais ce qui ressort en priorité **c'est que le chaos règne partout** : en Afghanistan, en Egypte, en Lybie, en Tunisie, en Irak ....Le Koweït, les Emirats Arabes Unis (Abu Dhabi, Dubai..) et le Yémen comprennent d'importantes minorités chiïtes qui pourraient s'enflammer à leur tour. Barhein l'allié de l'Arabie Saoudite contre l'Iran a une population en majorité chiïte....Tout montre qu'il faudrait peut être consacrer un peu plus de temps à cette région.

## **Le « croissant chiite encercle l'Arabie Saoudite**

Dans tous ces pays des affrontements violents entre chiites et sunnites se produisent.

Les soulèvements du « Printemps Arabe » ont débouché sur le chaos, l'instabilité et des changements de régime qui n'ont entraîné que de la violence et du déclin économique.

Les conflits n'opposent d'ailleurs pas simplement les sunnites et les chiites mais tous les régimes de la région avec leurs islamistes violents.

**Au Liban**, c'est le Hezbollah chiite financé par l'Iran qui contrôle le pays. La France avait pris l'initiative de créer le groupe des amis du Liban lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2013. Cela n'a débouché sur rien de concret. Il y a toujours une bourse au Liban. L'univers d'investissement est limité aux banques avec **Banque Audi et BLOM Bank** qui se développent avec succès en dehors du Liban et surtout en Turquie et en Afrique.

**En Syrie**, la situation se dégrade tellement que l'Armée Israélienne vient de déployer une nouvelle division le long de sa frontière avec la Syrie. Le Lieutenant Général Benny Gantz Chef de Israël Défense Forces-IDF vient de l'inspecter la semaine dernière.

L'absence d'intervention américaine en Syrie peut être interprété comme le fait que les Etats Unis cherchent à se rapprocher de l'Iran aux dépens du monde arabe. Barack Obama ne veut pas courir le risque de se lancer dans un nouveau conflit hasardeux.

Pour l'Arabie Saoudite, la Syrie est une catastrophe sanglante qui se développe à ses portes et qu'elle est incapable de maîtriser.

La France a voulu lutter symboliquement contre le Hezbollah et le régime de Damas en soutenant l'inscription du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes. Elle a tenu également à soutenir verbalement l'opposition syrienne contre le régime de Bachar el-Assad. Tout ce que la France a gagné en tenant ces discours, c'est de ne plus être reconnu comme un interlocuteur acceptable pour toute une partie des acteurs du Moyen

Orient.

Ce qui est intéressant, c'est que la guerre n'empêche pas le développement des champs de gaz qui sont détenus conjointement par la Syrie, le Liban et Israël.

En Syrie, **Soyuzneftegas**, société russe proche de Vladimir Poutine s'est associée avec Rami Maklouf, cousin de Bachar el-Assad pour développer le Bloc2, réservoir censé être le plus grand champ de gaz et de pétrole de toute la méditerranée.

Au Liban, trois autres sociétés russes, **Rosneft**, **Lukoil** et **Novotek** sont en train d'essayer d'obtenir des concessions avec bien évidemment l'accord du Hezbollah. Plusieurs sociétés américaines ont même manifesté leur intérêt comme **Exxon Mobil** et **Chevron**.

A Chypre dont les banques ont été sauvées par la Russie, **Novotek** a déjà obtenu une concession.

Tout cela montre bien que les rivalités entre les Etats Unis et la Russie sont mises de côté quand des perspectives économiques favorables se présentent. On assiste probablement à l'émergence d'un nouvel équilibre de la terreur balancé par des intérêts économiques complémentaires.

**L'Irak**, s'enfonce dans une nouvelle guerre civile entre chiites soutenus par l'Iran et sunnites soutenus par l'Arabie Saoudite. Elle va recevoir bientôt une importante livraison d'armes de l'Iran comprenant essentiellement des munitions et des équipements contre la guerre chimique. Huit contrats ont été signés la semaine dernière.

Les initiatives des américains et de leurs alliés ont conduit jusqu'à maintenant à la mise en place d'une dictature chiite. La production de pétrole stagne. Deux sociétés pétrolières sont actives au Kurdistan **Genel Energy** société norvégienne qui exploite le champ de Tawke et **Afren** société cotée à Londres, qui possède 20% du champ Maqlub.

**L'Iran** devrait au terme des négociations en cours obtenir la possibilité de continuer à enrichir de l'uranium. A tout moment l'Iran menace de bloquer le Détroit d'Ormuz qui relie le Golfe Arabo Persique au Golfe d'Oman. Environ

35% des exportations mondiales de pétrole transportées par bateau empruntent ce détroit. Aucun pays ne peut donc s'isoler d'une crise qui secouerait le golfe.

Le problème c'est que l'Iran souhaite acquérir une véritable capacité d'attaque et de riposte nucléaire. Barack Obama a décidé de miser toute son influence diplomatique sur son rapprochement avec l'Iran. Ce serait une belle victoire apparente qu'il pourrait mettre sur ses talents d'« artisan de la paix ».

Hassan Rohani Président de la République a depuis son élection fait preuve de flexibilité sur le dossier nucléaire mais il est confronté à une forte opposition. Le PIB s'est contracté de 1,4% en 2013 et n'a aucune raison de rebondir en 2014. Il peut se prévaloir d'une baisse de l'inflation qui est passée sur les six derniers mois de 2013 d'un rythme annuel de 45% à 30%. Pour se prémunir contre l'inflation les investisseurs locaux ont acheté des actions. Le marché iranien a monté de 55% en 2012 et de 131% en 2013. Parmi les valeurs préférées des investisseurs du Bazar de Téhéran figurent **Bank Saderat Iran et Parsian Oil & Gas Development**

De l'autre côté de la Mer Rouge, **L'Egypte** vient d'obtenir de Moscou la livraison de 3Md\$ d'armes comprenant des chasseurs Mig 29, des missiles aériens et des missiles anti char... Riyad a apporté son soutien au coup d'état militaire de 2013, mais les tensions civiles et l'implosion de l'économie font de l'Egypte une véritable catastrophe qui engloutit des milliards de dollars saoudiens.

Cela n'empêche pas l'Egypte de figurer dans presque tous les portefeuilles de « Frontier Markets Funds ». Ils achètent surtout les sociétés côtées à New York sous la forme d'ADR (American Depositary Receipt). Trois secteurs sont représentés : Banques : **Commercial International Bank, EFG Hermes**; Telecommunications : **Global Telecom, Orascom Telecom, Telecom Egypt**; Construction: **Orascom Construction, Suez Cement, Paints & Chemical Industries.**

**La Libye** est en plein chaos et pourtant la Bourse de Tripoli continue de fonctionner. Elle a baissé de 25% en 2013. Sa capitalisation atteint 3md\$ qu'il faut comparer à celle du Caire (70md\$) et celle de Casablanca (50b\$).

La société de télécommunications

**Libyana** devrait paraître il être prochainement introduite en bourse. La principale société est **HB Group** (holding présent dans la finance et la distribution).

### **Le rapprochement paradoxal entre l'Arabie Saoudite et Israël**

**L'Arabie Saoudite** qui était le leader incontesté du monde arabe a perdu son pouvoir sur l'Irak. Elle n'arrive pas à faire partir Bachar el Assad du pouvoir en Syrie. Après avoir soutenu pendant de nombreuses années des groupes djihadistes dans le monde entier,

Le roi Abdallah ben Abdulaziz qui a 90 ans, a été surpris par le printemps arabe. Le chaos qui a suivi l'a terrifié. C'est pourquoi il a publié récemment un décret prévoyant une peine de prison de trois à vingt ans pour les saoudiens ayant participé à des combats à l'étranger. Ce décret qui constitue un revirement total par rapport au passé, est destiné à faire comprendre à l'Occident que Riyad est maintenant déterminé à lutter contre le terrorisme.

L'ouverture de Barack Obama sur l'Iran, dans le cadre des accords conclus entre l'Iran et le groupe P5+1 (les membres permanents du Conseil de Sécurité à l'ONU plus l'Allemagne) font dire à certains qu'il y a une volonté très nette de Barack Obama de soutenir les chiites au lieu des sunnites. Les américains ont donc profondément blessé leurs alliés saoudiens en menant des négociations avec les iraniens sous leur nez pendant huit mois avec l'aide du Sultanat d'Oman.

Voulant faire cesser les engagements des Etats Unis, Barack Obama veut conforter sa réputation d' « artisan de la paix ». Il aime répéter que George W Bush est l'homme qui a entraîné son pays dans deux guerres catastrophiques. Ayant pour objectif l'indépendance énergétique des Etats Unis, l'Arabie Saoudite n'est pour lui à terme plus aussi vitale pour les Etats Unis qu'auparavant. Il préfère maintenant se tourner vers l'Asie. Sa politique fragilise donc le pouvoir des Saoud et renforce l'emprise de l'Iran au Moyen Orient .

Comme l'Arabie saoudite doute maintenant de la solidité de son alliance avec les Etats Unis deux actions majeures sont en cours :

Le Prince Turki Al-Faycal envisage l'option du nucléaire pour son pays qui pourrait lui être vendue par le Pakistan.

Le Prince Bandar ben Sultan, ex ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington pendant 22 ans est très actif dans l'ombre. Son objectif est de saper la puissance de l'Iran, d'évincer Bachar el-Assad en Syrie et le Hezbollah au Liban. Il veut également écraser les Frères Musulmans, car ils sont des sunnites radicaux qui sont avant tout anti monarchique.

Tout cela a pour conséquence que Bandar est en train de devenir l'allié du Premier Ministre israélien Benyamin Netanyahu contre l'Iran. Il a même fait savoir publiquement que Barack Obama était l'un des plus grands obstacles par rapport à ses objectifs. C'est pourquoi il a annoncé de « grands changements » dans ses relations avec les Etats Unis. L'économie connaît une croissance faible grâce à l'expansion du crédit. Une des grandes menaces pour le pays est constituée par les 6 M de « travailleurs étrangers » qui représentent 57% des salariés du pays.

**Israël** arrive dans cet environnement hostile arrive encore à se développer économiquement. La production industrielle a augmenté de 13% en rythme annuel au T4 2013. La production dans le domaine de la haute technologie a même progressé de 32% pendant la même période. Selon l'OCDE le pays est maintenant classé 23ème sur 34 sur la base de son PIB par habitant, qui à 31 700\$ représente 95% de la moyenne européenne. Parmi les nombreux exemples de mesures anti israéliennes prises en Europe, on peut citer la banque hollandaise ABP, la banque suédoise Nordea et la société danoise DNB AM Denmark qui ont décidé de cesser toute relation avec les banques israéliennes au nom de ce qu'elles finançaient illégalement, selon elles, l'installation d'israéliens dans les « Territoires Occupés ».

Parmi les catalyses de l'économie figure en première place la technologie notamment en matière de sécurité informatique. Tous les militaires qui sont passés par les unités d'élite de l'armée israélienne l'unité C41 spécialisée dans l'informatique ou l'unité 8200 qui est installée au Mont Avital spécialisée dans la guerre électronique, sont recrutés par toutes les start up qui se créent en permanence. Israël est devenu également le premier exportateur mondial de drones à application militaire fabriqués par **Israel Aerospace Industries, Elbit Systems, et Aeronautics Defense Systems.**



L'autre pôle de développement est constitué par l'exploitation du gaz qui diminue la dépendance énergétique du pays. Le champ de Thamar dont l'exploitation a déjà débuté, est détenu par **Noble Energy** à 36% avec **Delek Group, Isramco** et **Alon Natural Gas**; Le champ de Tethys est détenu par **Delek Group** à hauteur de 53%.

**La Jordanie** tout en expliquant officiellement qu'elle pourrait revoir ses accords de paix avec Israël se rapproche officieusement de l'Etat hébreux pour contenir la poussée des groupes islamistes radicaux...

**La Palestine** malgré tous ses problèmes a une bourse qui fonctionne beaucoup mieux que beaucoup d'autres institutions du territoire. L'indice AlQuds qui permet de suivre son comportement comprend les valeurs suivantes : **Bank of Palestine, Jerusalem Cigarette Company, Golden Wheat Mills Company, Union Construction and Investment, National Insurance, Arab Islamic Bank, Palestine Real Estate Investment Company, Palestine Telecommunications Co, Wataniya Palestine Mobile Communications, Palestine Islamic Bank, The National Bank, Palestine Development & Investment Company, Birzeit Pharmaceutical Company, Palestine Electric Company, Palestine Industrial Investment Company**

### **Le rapprochement franco saoudien**

François Hollande lors de son dernier voyage à Ryiad a rêvé de prendre la place des Etats Unis dans un pays qui a consacré 70Md\$ au cours des dix dernières années dans des achats de matériel militaire.

La France doit absolument compenser sa perte d'influence au Moyen Orient. Elle n'a pas les moyens d'intervenir seule sur aucun théâtre d'opérations éloigné de ses bases. Elle a clairement choisi le camp sunnite, ce qui va beaucoup compliquer ses relations avec la Russie qui veut le succès des chiites.

Le Roi Abdallah aurait donné l'ordre de réserver la priorité à la France dans les contrats d'armement pour les dix prochaines années. Dans l'immédiat deux gros contrats ont été remportés par **Thalès** sur 2,7Md€ de missiles crotales et **EADS** pour 2,4Md€ pour la surveillance des frontières. Par la suite on pourrait voir arriver en plus des contrats sur de l'armement, des

contrats sur des trains des métros, des centrales nucléaires.

Pour le moment cette évolution ne peut que convenir à François Hollande qui n'a pas à choisir entre les israéliens et les saoudiens mais il ne pourra pas continuer longtemps d'encourager les chefs d'entreprises à décrocher des contrats en Iran et de leur recommander d'être actifs en Arabie Saoudite. A suivre.

## [Course aux énergies propres entre la Chine les USA](#)

Posté par [Benji](#) 5 mars 2014, Les moutons enragés

**Pour l'instant, il y a encore beau de boulot quand à l'utilisation d'énergie propre, mais il reste toujours l'espoir... La Chine veut donc un générateur fonctionnant à l'électricité statique, quand aux américains, c'est plutôt le panneau solaire récupérant les infra-rouges et donc pouvant fonctionner même la nuit.**



Produire de l'électricité bon marché à partir d'un simple mouvement du corps, d'un souffle de vent ou d'un robinet ? Cela pourrait devenir une réalité grâce à un prototype de générateur qui exploite l'électricité statique, présenté mardi par des chercheurs chinois.

Le fonctionnement de ce générateur repose sur la « *triboélectricité* », l'électricité produite par le frottement de deux matériaux, qui permet par exemple à un ballon de se charger électriquement pour adhérer à un mur après avoir été frotté contre un pull en laine.

Zhong Lin Wang, de l'Institut pour la nano-énergie et les nanosystèmes de Pékin, et son équipe ont conçu un système capable de créer une telle charge électro-statique et de la collecter. Un assemblage de plusieurs petits disques

composés de matériaux différents dont l'un, doté de rayons à la manière d'une roue de vélo, entre en rotation par rapport aux autres pour créer un courant électrique recueilli ensuite par des électrodes.

Dans leur laboratoire, les ingénieurs ont réussi à produire ainsi du courant à partir de l'eau coulant d'un robinet, du souffle d'un ventilateur ou du mouvement de va-et-vient de la main, pour alimenter au choix des ampoules électriques, un réveil digital ou recharger un téléphone portable...

**Article complet sur [rtbf.be](http://rtbf.be)**

**Idée réellement intéressante donc, c'est une amélioration du panneau solaire qui est présentée:**

Le problème de l'énergie solaire, c'est que les équipements sont encore chers, trop fragiles, et que le rendement des cellules solaires est encore loin d'être optimal. Et puis, bien sûr, il y a le gros inconvénient : ça ne marche pas la nuit.

Concernant les premiers éléments, la solution a peut-être [été présentée lundi](#) lors de l'assemblée de la [société américaine de physique](#), à Denver. Fei Yu, un doctorant en énergie des matériaux de l'université de Cincinnati, a en effet trouvé le moyen de rendre les cellules solaires plus légères, plus flexibles (et donc moins fragiles), d'un meilleur rendement et... moins chères.

Son secret? [Ajouter du graphène aux polymères](#) utilisés pour fabriquer des cellules solaires en plastique, afin qu'elles puissent à terme remplacer celles en silicone, plus lourdes, plus épaisses, plus rigides et plus coûteuses. L'ajout de [graphène](#) remédierait en effet au principal défaut des cellules en plastique, leur manque de rentabilité énergétique. Cet ajout multiplierait en effet par

trois l'efficacité des cellules solaires.

## **On peut récupérer de l'infrarouge pendant la nuit**

Et quand il fait nuit? La réponse proviendrait d'un très respecté professeur de physique appliquée de [l'école d'ingénierie et de sciences appliquées de l'université de Harvard](#) (SEAS). Federico Capasso propose en effet, [comme le relate le site de Forbes](#), d'utiliser le rayonnement infrarouge que la Terre émet en direction de l'espace pendant la nuit.

Dans [un article publié sur le site de l'académie des sciences américaine](#), le professeur Capasso et deux de ses collègues expliquent que l'énergie renouvelable peut être générée chaque fois que de la chaleur circule d'un corps chaud vers un corps froids. Un tel flux existe entre la surface chaude de la terre et le froid de l'espace, composé de radiations thermiques infrarouges. Ils proposent donc deux moyens de réaliser un « collecteur d'énergie émise » pour la récupérer : l'un thermique (analogue à la génération d'énergie solaire thermique) et un [opto-électronique](#), parent du système utilisé pour fabriquer les cellules photovoltaïques.

Source et article complet: [espace-temps.blogs.nouvelobs.com](http://espace-temps.blogs.nouvelobs.com)

## **[Une France à la dérive vers le sud de l'Europe](#)**

Par [Jean-Marc Vittori](#) | 06/03 | Les Echos

C'est une page d'histoire de plusieurs décennies qui est en train de se tourner. Depuis plus d'un demi-siècle, l'Europe s'est construite autour d'un coeur, à la

fois géographique, politique et économique. Il y a eu les six premiers pays de la Communauté économique européenne, dont les deux pays les plus peuplés du continent, l'Allemagne et la France. Devenant Union, agglomérant près de trente pays et plus de 500 millions d'habitants au fil des décennies, cette construction sans équivalent a toujours conservé son coeur.

Depuis les débuts de la crise financière qui a débuté à la fin des années 2000, il était évident pour tout le monde qu'il y avait des « core countries » comprenant d'abord l'Allemagne et la France, et une périphérie. Mais la France dérive insensiblement vers le sud de l'Europe, avec des déficits publics qui s'accumulent inexorablement et une compétitivité qui fond sans cesse.

Dans une récente étude bancaire, elle a subrepticement glissé des pays « core » vers les « autres ». Dans les dernières conclusions de la Commission européenne sur la situation de 17 pays de l'Union en déséquilibre, elle apparaît comme un cas à part. Sans faire partie des 3 pays du sud-est de l'Europe pointés pour leurs déséquilibres excessifs (Italie, Slovénie et Croatie), elle est spécifiquement tancée pour son inaction - ou son action trop limitée - sur la compétitivité des entreprises et sur ses finances publiques, évoquées dans un document complémentaire qui n'était pas prévu au programme. Une attitude qui pourrait, selon les analystes de Bruxelles, créer des turbulences financières fragilisant non seulement le pays, mais aussi la zone euro tout entière.

Dans cette analyse apparaissent bien sûr des signes d'agacement d'une Commission face aux promesses françaises de changement jamais tenues, peut-être même des règlements de comptes politiques à l'approche des élections européennes. Emerge aussi la réalité d'une France qui ne change pas assez vite. Il y a une décennie, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait explicitement défendu la lenteur dans l'action gouvernementale. Aujourd'hui, le président François Hollande semble l'avoir implicitement théorisée, comme si c'était le seul moyen de faire bouger un pays jugé hostile au changement.

En attendant, apparemment sans cap et visiblement sans quille, le navire France glisse lentement vers des récifs méridionaux qui ont déjà fait des ravages dans d'autres coques. De plus en plus loin d'une Allemagne à nouveau montrée du doigt pour ses excédents excessifs.

## [Le propriétaire de Bureau en Gros veut fermer 225 magasins](#)

LesAffaires.com 6 mars 2014

L'exploitant de l'enseigne Bureau en Gros au Québec prévoit fermer 12% de ses magasins en Amérique du Nord. Staples, le plus important détaillant d'articles de bureau, a annoncé qu'il fermera 225 magasins.

La société possède 1 515 magasins aux États-Unis et 331 au Canada. « En ayant la moitié des ventes générées en ligne aujourd'hui, nous nous adaptons aux changements des besoins de nos clients et nous prenons des mesures agressives pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité », a déclaré Ron Sargent, le pdg de la société.

Ainsi, la société veut réduire ses dépenses annuelles de 500 M\$ d'ici 2015.

Le détaillant américain souffre de la concurrence des détaillants en ligne et des magasins de grande surface. Au cours du trimestre en cours, la société anticipe un bénéfice par action de 0,17\$ à 0,22\$. Les analystes interrogés par Thomson Reuters entrevoyaient en moyenne un bénéfice de 0,27 \$.

Au quatrième trimestre terminé le premier février, les revenus de Staples ont diminué de 4%, si on exclut la semaine supplémentaire de la période comparable de l'an dernier. Les ventes comparables ont reculé de 7%, en excluant les ventes sur Internet.

L'entreprise a enregistré un bénéfice par action de 0,33\$. Les analystes en moyenne ont anticipaient un bénéfice de 0,39\$.

## [Richelieu: le milliard silencieux](#)

Bernard Mooney LesAffaires.com Publié le 05/03/2014 à 08:40

Alors que les principaux indices boursiers reculaient lundi matin en raison des craintes de conflit en Europe, j'ai observé qu'un titre boudait la tendance générale. En effet, **Quincaillerie Richelieu** progressait d'un peu moins de 1% à 47,37\$, près de son sommet des 52 dernières semaines et près de son sommet historique aussi.

Ce qui m'a fait penser au fait que la société québécoise active dans l'importation, la distribution et la fabrication de quincaillerie spécialisée

atteindra prochainement la marque du milliard de dollars en valeur boursière sans tambour, ni trompette. Il n'y a pas meilleur exemple pour démontrer que les meilleures entreprises ne font pas nécessairement les manchettes.

En effet, vous voyez rarement de gros titres accrocheurs concernant Richelieu. Si c'est ce qui vous attire ou ce que vous recherchez, vous êtes à la mauvaise adresse. Par contre, si c'est de la performance que vous voulez et de la création de richesse, vous êtes à la bonne place. Le titre s'est apprécié d'environ 2000% en Bourse depuis son inscription en Bourse il y a 20 ans. Je suis bien placé pour le savoir car j'ai acheté mes actions en 1996 et le bénéfice par action réalisé en 2013 (2,22\$) est supérieur au prix payé.

Et cette performance boursière s'explique entièrement par les réalisations économiques de la société. Plus précisément, ce sont les réalisations du président **Richard Lord**, qui dirige Richelieu depuis 25 ans. Pendant cette période, les revenus de l'entreprise sont passés de près de 30M\$ à 586M\$ en 2013. L'an dernier, ses profits ont été supérieurs à ses revenus d'il y a 25 ans.

Une grande partie de la croissance de Richelieu s'explique par une stratégie prudente et intelligente d'acquisitions. M. Lord a réalisé 49 acquisitions en Amérique du Nord au cours des 25 dernières années et je serais prêt à parier que vous ne vous souvenez d'aucune en particulier. Elles étaient toutes de taille moyenne ou petite, s'insérant bien dans son plan d'expansion géographique et d'augmentation de son offre de produits.

Le but n'a jamais été d'attirer l'attention, mais bien de toujours améliorer sa position compétitive, d'abord au Canada et maintenant de plus en plus aux États-Unis. L'entrée de Richelieu au sud de la frontière devrait être étudiée par les facultés de gestion un peu partout au Canada tellement elle a été systématique, réfléchie et réussie. Richard Lord a profité du boom immobilier canadien pour semer des graines aux États-Unis, graines qui ont commencé à germer de façon significative à partir de l'effondrement du marché immobilier américain.

Et les perspectives de Richelieu sont bonnes pour les prochaines années surtout en raison de sa présence et de son potentiel au sud de la frontière.

Enfin, la direction de Richelieu est maître aussi dans un domaine qui représente une faiblesse immense chez la grande majorité des sociétés ouvertes québécoises (et canadiennes en fait) : la gestion du capital. La

société a par exemple racheté 20% de ses actions en 1996 à bas prix (c'est ce qui a attiré mon attention à l'époque). Je peux vous dire que les actionnaires, 17 ans plus tard, peuvent apprécier la richesse créée par cette décision, qui était encore plus rare à cette époque.

Richelieu, malgré sa valeur de près d'un milliard et ses réalisations, demeure une valeur méconnue. Cela démontre qu'il est possible de réussir de grandes choses loin des projecteurs.

Le Québec a besoin d'un grand nombre d'entreprises comme Quincaillerie Richelieu.

## [Wajam lance une app permettant d'accéder à la programmation américaine de Netflix](#)

Julien Brault LesAffaires.com Publié le 05/03/2014 à 12:48

La start-up montréalaise [Wajam](#), le bébé de l'ange financier Martin-Luc Archambault, vient de lancer une nouvelle app aux propriétés intéressantes. Comme son nom l'indique, [Wajam Free VPN](#) est une application permettant d'accéder gratuitement à un réseau virtuel privé (VPN)... tout en affichant les résultats de recherche sociaux de Wajam lorsqu'on utilise Google.

Concrètement, l'application permet de faire croire aux sites que vous visitez que vous naviguez sur le Web à partir d'une adresse fictive située aux États-Unis.

L'application peut servir à ceux qui veulent naviguer anonymement sur le Web, mais mon petit doigt me dit que la grande majorité de ses utilisateurs se serviront de l'application afin d'accéder à la programmation américaine de Netflix à partir de leur iPhone ou de leur iPad. En effet, ceux qui sont déjà abonnés à Netflix au Canada n'auront qu'à démarrer l'application de Wajam avant d'accéder à Netflix pour jouir d'une programmation beaucoup plus étoffée que celle à laquelle ils sont habitués.

Wajam, qui avait déjà une application iPhone, vise sans doute à fidéliser une audience pour qui obtenir des résultats de recherche sociaux ne justifiait pas l'effort de télécharger une nouvelle app. En effet, lorsque Wajam Free VPN est activée, Wajam affiche ses résultats de recherche en haut de ceux de Google. Malheureusement pour Wajam, ses résultats maison s'affichent plusieurs secondes après ceux de Google. Ainsi, un utilisateur impatient



comme moi cliquera sur le lien qui l'intéresse avant même que les résultats sociaux de Wajam ne s'affichent.

Si jamais vous constatez que j'ai les yeux fixés sur l'écran de mon iPhone au bureau, sachez que je ne suis certainement pas en train d'écouter *The Cleveland Show*, une émission qui n'est pas offerte aux abonnés canadiens de Netflix. Bien au contraire, je suis probablement en train répondre au message texte d'une source ou quelque chose du genre.

## Tablettes : Android détrône iOS

Denis Lalonde LesAffaires.com Publié le 04/03/2014



Samsung a vu ses ventes de tablettes progresser de 336% en 2013 par rapport à 2012. (Photo: Samsung)

iOS n'est plus le premier système d'exploitation sur tablettes, même si Apple a conservé sa position de numéro un mondial dans ce créneau en 2013.

Les ventes de tablettes ont atteint 195,4 millions d'unités en 2013, par rapport à 116,3 millions un an plus tôt, ce qui constitue une croissance de 68%, selon des chiffres du cabinet d'études américain Gartner.

C'est Android, le système d'exploitation de Google, qui a été le plus populaire l'an dernier, équipant 61,9% de toutes les tablettes vendues, suivi d'iOS à 36%. Microsoft arrive au 3e rang, loin derrière, à 2,1%.

C'est tout un revirement par rapport à 2012, alors qu'iOS (52,8%) avait devancé Android (45,8%).

C'est toutefois Apple qui demeure le premier fabricant de tablettes avec des ventes en progression de 14,5% à 70,4 millions. La part de marché de l'entreprise à la pomme se chiffre à 36%, comparativement à 52,8% un an

plus tôt.

Samsung arrive au second rang avec une part de marché de 19,1% et 37,4 millions de tablettes vendues, ce qui constitue une progression de 336% sur un an.

ASUS (5,6%), Amazon (4,8%) et Lenovo (3,3%) complètent le Top 5.

«En 2013, la part de marché d'Apple a reculé de 16,8 points de pourcentage alors que le marché mondial a progressé grâce à l'amélioration des tablettes à bas prix», soutient Gartner.

Gartner souligne par ailleurs que Microsoft n'a pas réussi à percer le marché avec ses Surface, estimant que l'écosystème Windows 8.1 n'a pas réussi à susciter l'intérêt des consommateurs.

## **Draghi (BCE): impact "grave" de la crise en Ukraine sur l'économie russe**

06/03 | Les Echos monde

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a jugé jeudi que l'impact sur l'économie russe de la crise ukrainienne était "grave". Pour le moment, l'impact économique des événements en Ukraine s'est fait sentir en Russie, en Ukraine et "pour certains pays limitrophes de cette zone", a dit M. Draghi, interrogé sur le sujet lors de sa conférence de presse mensuelle de politique monétaire à Francfort (ouest à l'Allemagne).

"L'impact sur l'économie russe est grave" mais il est impossible d'estimer au jour d'aujourd'hui quelles suites cela aura sur d'autres pays, par exemple par le biais du secteur énergétique, où la Russie est un acteur majeur.

"Nous n'avons pas assez d'informations pour faire une estimation à ce stade", a dit l'Italien, qui a précisé que le conseil des gouverneurs, qui s'est réuni plus tôt dans la journée, n'avait pas discuté de scénarios concernant l'Ukraine.

"Si nous examinons cela d'un point de vue purement technocratique et nous penchons sur les volumes d'échanges et les flux de capitaux, il faut dire que les interconnexions ne sont pas importantes au point de suggérer une importante contagion venant de cette région", a déclaré M. Draghi.

"Mais ce serait une manière trop limitée d'apprécier la situation", a-t-il ajouté. Le risque géopolitique qui émane des tensions très fortes entre la Russie et l'Ukraine "pourrait rapidement devenir important et générer des

développements imprévisibles, avec des conséquences potentiellement immenses", selon lui.